



## Investissements d'Avenir

### Démonstrateurs de la transition écologique et énergétique

#### Appel à projets

# Initiative PME 2016 Eco-conception, économie de fonctionnalité et réduction des déchets et du gaspillage alimentaire

#### Calendrier de l'Initiative

**L'Initiative est ouverte le 24/03/2016 et se clôture le 12 septembre 2016 à 17h.**

Les projets peuvent être soumis pendant toute la période d'ouverture de l'Initiative PME 2016 Eco-conception, économie de fonctionnalité et réduction des déchets et du gaspillage alimentaire (ci-après « Initiative »). Ils ne sont toutefois relevés qu'aux dates de clôture.

## Table des matières

A. CONTEXTE ET OBJECTIFS .....	3
B. OBJET DE L'INITIATIVE.....	4
C. PROCESSUS DE SELECTION.....	6
D. CRITERES D'ELIGIBILITE.....	7
E. LABEL POLE DE COMPETITIVITE (OPTIONNEL) .....	8
F. VERSEMENTS DES AIDES .....	9
G. CONFIDENTIALITE .....	10
H. SOUMISSION DES PROJETS.....	11

## Liste des annexes

- **Annexe 1** : Dossier de candidature à l'Initiative
- **Annexe 2** : Base de données des coûts du projet
- **Annexe 3** : Déclaration de catégorie d'entreprise
- **Annexe 4** : Déclaration de demande d'aide
- **Annexe 5** : Déclaration des financements perçus
- **Annexe 6** : Déclaration de minimis

## A. CONTEXTE ET OBJECTIFS

Le Programme d'investissements d'avenir ouvre cette Initiative PME dans le cadre du programme « Démonstrateurs pour la transition écologique et énergétique » (DTEE) pour accompagner et renforcer la capacité d'innovation des PME dans le domaine de l'éco-conception, l'économie de fonctionnalité, et la réduction des déchets et du gaspillage alimentaire.

L'Initiative permet de cofinancer des projets d'innovation contribuant à accélérer le développement et le déploiement de méthodologies, de technologies, de services et de solutions innovantes dans le domaine de l'écoconception, l'économie de fonctionnalité, et la réduction des déchets et du gaspillage alimentaire. Pour cela, une commission pluridisciplinaire sélectionne, dans le cadre d'une procédure favorisant la compétition et destinée aux PME au sens communautaire<sup>1</sup>, des projets d'innovation au potentiel particulièrement fort pour l'économie française.

Les projets sélectionnés et accompagnés dans le cadre de l'Initiative bénéficieront également d'un soutien à la valorisation de leurs résultats, par l'organisation d'une mise en relation avec des clients potentiels et la constitution possible de projets collaboratifs visant les étapes suivantes du développement et de l'industrialisation des travaux. Ces projets collaboratifs pourront également postuler par la suite à un soutien public, dans le cadre des appels à projets du Programme d'investissements d'avenir et d'autres instruments, notamment européens.

<sup>1</sup> Selon la recommandation de la Commission n° 2003/361/CE du 6 mai 2003, « la catégorie des micro, petites et moyennes entreprises (PME) est constituée des entreprises non liées qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros ».

## B. OBJET DE L'INITIATIVE

L'Initiative a pour objectif de soutenir des projets développant des méthodologies, des technologies, des services et des solutions industrielles et numériques ambitieuses, innovantes et durables. Ces projets conduisent à un développement industriel et économique des entreprises qui les développent. Ils contribuent à la réduction de l'empreinte environnementale et sont créateurs d'emplois. L'intégration d'outils numériques contribuant à l'industrialisation des solutions développées est encouragée.

Les projets attendus peuvent porter sur les thématiques suivantes :

- **Eco-conception**

L'éco conception est une démarche innovante qui se caractérise par l'intégration de critères environnementaux dès la phase de conception ou lors de la re-conception d'un produit (bien ou service) afin de réduire ses impacts environnementaux tout au long de son cycle de vie, tout en conservant la qualité d'usage du produit et son niveau de performance.

Les projets déposés concerneront le déploiement de démarches d'éco-conception sur des produits concernant aussi bien les marchés BtoB que BtoC.

Par exemple :

- Amélioration de l'efficacité matière : allègement du produit, réduction du nombre de composants, utilisation de matériaux renouvelables ou recyclables ;
- Amélioration de l'innocuité des produits et des rejets lors de la fabrication sur l'environnement et la santé, notamment par substitution ;
- Amélioration de l'efficacité énergétique sur le cycle de vie : réduction des quantités d'énergie pour la fabrication, réduction de l'énergie consommée en phase d'utilisation du produit et en fin de vie ;
- Allongement de la durée de vie ;
- Optimisation de la logistique ou du système d'emballage ;
- Réduction des consommables (papier, encre, lessive, produits d'entretien, ...) en phase d'utilisation ou des consommations d'eau ;
- Amélioration de la recyclabilité en fin de vie du produit (réduction du nombre de matériaux entrant dans la composition, démontage facilité, réutilisation des pièces, optimisation du recyclage des matériaux, ...) ;
- Conception modulaire, évolutive, standardisée facilitant le réemploi, la réparation, le reconditionnement, l'optimisation de la maintenance ;
- Développement d'outils d'aide à l'écoconception.

La démarche de l'entreprise s'appuiera sur une démarche d'évaluation environnementale multicritères et cycle de vie, qui permettra d'évaluer les gains de performance environnementale apportés par le projet et qui guidera les choix technologiques du projet.

- **Economie de fonctionnalité**

L'économie de fonctionnalité consiste à fournir des solutions combinant des biens et des services, centrées sur l'usage et la performance, sans transfert de droit de propriété. Ces

solutions doivent permettre une moindre consommation des ressources, un accroissement du bien-être des personnes et un développement économique dans une perspective d'économie circulaire.

La production des solutions s'inscrit dans une logique de services fondée sur les ressources immatérielles des entreprises (compétences, pertinence de l'organisation...) nécessaires à l'atteinte de l'objectif de performance, établissant de fait un nouveau rapport de connaissance mutuelle et de partenariat entre offreurs et bénéficiaires, et générant une dynamique économique de territoire.

Les projets déposés concerneront des solutions innovantes aussi bien en BtoB qu'en BtoC. Ces solutions devront présenter des potentialités en termes de réduction des impacts environnementaux, par exemple :

- Gestion en boucles courtes des biens et incitation à diminuer la consommation de ressources du fait de la non-cession des droits de propriété ;
- Création de valeur principalement à partir des ressources immatérielles de l'entreprise et non des ressources matérielles ;
- Stratégie de différenciation de la concurrence sur la qualité et la performance et non sur le seul prix de la solution ;
- Adaptation de l'offre au « juste besoin » des clients.

- **Réduction des déchets et du gaspillage alimentaire, assistance au changement de comportement**

Les projets visés devront participer à la réduction à la source de la production de déchets et éviter le gaspillage alimentaire, défini comme toute nourriture destinée à la consommation humaine qui, à une étape de la chaîne alimentaire, est perdue, jetée ou dégradée.

Par exemple :

- Conception de procédés éco-efficients (économiques notamment sur l'eau et la production de déchets) ;
- Produits permettant la production ou l'utilisation de justes quantités ;
- Démarches, services ou produits finis permettant l'utilisation de produits agricoles aujourd'hui non commercialisés / non consommés ;
- Développement de services facilitant la gestion des invendus et du don ;
- Les solutions type logiciel ou applications permettant aux consommateurs de contrôler leurs consommations voire d'infléchir leurs choix de produits ou leurs comportements pour en réduire l'impact environnemental.

## C. PROCESSUS DE SELECTION

Le processus de sélection est rapide (environ 6 semaines entre la date de clôture de l'Initiative et la date de prise de décision).

Le calendrier prévisionnel de sélection est le suivant :

Clôture de l'Initiative	Auditions des présélectionnés	Annonce des lauréats
12 septembre 2016	17-21 octobre 2016	Mi-novembre 2016

Le formalisme de présentation des projets est aussi synthétique que possible. Le dossier de dépôt est condensé. Les porteurs expliquent en quoi leur projet est, d'une part, porteur d'innovations susceptibles de les différencier favorablement, et d'autre part, s'inscrit dans une démarche industrielle et commerciale crédible. Ils décrivent également l'impact environnemental de leur projet selon les critères d'écoconditionnalité mentionnés dans le dossier de candidature.

L'instruction des dossiers est conduite dans le cadre d'une procédure transparente, respectant l'égalité de traitement des candidats, sous la coordination du Commissariat Général à l'Investissement (CGI). Elle peut faire appel à des expertises externes et/ou internes à l'administration et à l'ADEME de façon à éclairer les instances décisionnelles.

Les critères retenus pour la sélection des bénéficiaires sont les suivants :

- Pertinence par rapport à l'objet de l'Initiative ;
- Degré de rupture en termes d'innovation (technologique ou non) ;
- Faisabilité technique et/ou scientifique ;
- Marché potentiel de la solution développée ;
- Retombées économiques et emplois sur les territoires (y compris des tâches sous-traitées), issues d'une part directement du projet, et d'autre part des suites qu'il donnera ;
- Capacité du porteur à mener à bien le projet et à assurer son industrialisation et accéder aux marchés visés ;
- Pertinence du projet par rapport aux enjeux écologiques et énergétiques (caractère écoconditionnel du projet, voir tableau à compléter dans le dossier de candidature).

Le processus d'instruction vise à détecter et sélectionner les projets les plus prometteurs et qui respectent l'ambition du Programme d'investissements d'avenir (PIA). Les porteurs des dossiers les plus méritants seront amenés à présenter leur projet dans le cadre d'une audition devant un jury composé de représentants de l'ADEME, du Commissariat Général à l'Investissement (CGI), du ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer (MEEM), du ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (MENESR), du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique (MEIN).

Chaque audition des porteurs de projets auditionnés dure 35 minutes selon le format suivant :

- Présentation de l'entreprise et du projet (15') ;
- Questions du jury et réponses du porteur (20').

La décision d'octroi de l'aide financière est prise par le Premier ministre. Chaque bénéficiaire signe ensuite une convention avec l'ADEME.

## D. CRITERES D'ELIGIBILITE

Le projet doit être conforme aux critères d'éligibilité suivants :

1. Etre soumis dans les délais sur la base d'un dossier complet, au format demandé (cf. paragraphe H), contenant une description du projet et une présentation des dépenses prévisionnelles ;
2. S'inscrire dans l'un des domaines identifiés dans le paragraphe B ;
3. Etre porté par une société immatriculée en France au registre du commerce et des sociétés (RCS), considérée comme une PME au sens communautaire<sup>2</sup> (sont de fait exclues les ETI au sens du droit national) ;
4. Etre déposé par un porteur unique : projets mono-partenaire uniquement ;
5. Etre réalisé sur une durée de 18 mois maximum ;
6. Etre d'un coût total de 300 000 euros minimum.

Les entreprises bénéficiaires doivent pouvoir être éligibles à des aides d'Etat et ne pas faire l'objet d'une procédure collective en cours. Elles doivent présenter des capitaux propres et un plan de financement en cohérence avec l'importance des travaux qu'elles se proposent de mener dans le cadre du projet présenté. En particulier, le montant des capitaux propres<sup>3</sup> aux dates de versements de l'aide doit être supérieur ou égal au montant de l'aide octroyée.

Un arrêté comptable de moins de trois mois certifié par un commissaire aux comptes ou, à défaut, par un expert-comptable, sera demandé pour procéder à la signature de la convention.

<sup>2</sup> Selon la recommandation de la Commission n° 2003/361/CE du 6 mai 2003, « la catégorie des micro, petites et moyennes entreprises (PME) est constituée des entreprises non liées qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros ».

<sup>3</sup> Le montant des capitaux propres est défini comme la somme exclusive des capitaux propres (ligne DL au passif du bilan) et des comptes courants bloqués d'associés (enregistrés dans le compte 1681 « Autre emprunt »).

## E. LABEL POLE DE COMPETITIVITE (OPTIONNEL)

Le projet peut être labellisé, au choix du porteur, par un ou plusieurs pôles de compétitivité. Cette labellisation n'est en aucun cas obligatoire pour répondre à l'Initiative.

La labellisation constitue un acte de reconnaissance par un pôle de compétitivité de l'intérêt du projet par rapport aux axes stratégiques du pôle, à l'écosystème et à ses cibles marché. La labellisation permet de confronter la pertinence du projet à la vision d'experts reconnus. Elle peut aussi permettre un accompagnement du porteur du projet dans sa démarche de définition et de structuration du projet.

La labellisation du projet par un pôle de compétitivité est une information portée à la connaissance des membres du jury. Les projets labellisés par un pôle de compétitivité pertinent par rapport aux thématiques concernées et satisfaisant aux critères d'éligibilité sont automatiquement retenus pour la phase d'audition.



## F. VERSEMENTS DES AIDES

Les projets sélectionnés reçoivent une aide financière sous forme de subvention, avec un taux d'aide de 45% pour les petites entreprises et 35% pour les moyennes entreprises<sup>4</sup>, aide plafonnée à 200 000 euros maximum par projet<sup>5</sup>. Un retour financier vers l'Etat peut être demandé en fonction du succès technique et commercial du projet.

Le versement de la première tranche de l'aide (70%) intervient après la réception par l'ADEME de la convention signée par l'entreprise. Le solde de 30% maximum est versé suite à remise d'un rapport final précisant :

- Les résultats obtenus et leur valorisation potentielle à l'issue du projet, en lien avec les objectifs décrits dans le dossier de candidature ;
- Un état récapitulatif des dépenses effectuées dans le cadre du projet, certifié exact par le bénéficiaire et visé par son commissaire aux comptes ou à défaut son expert-comptable.

Le bénéficiaire s'engage à respecter les indications qui lui sont données par l'ADEME pour la fourniture, la présentation et la diffusion du rapport final de l'opération. En cas de non-conformité des dépenses exposées avec le projet présenté lors du dépôt du dossier, ou en cas d'abandon du projet, un reversement total ou partiel de l'aide est exigé.

<sup>4</sup> Pour certains projets plus amont, les taux d'aide pourront aller jusqu'à 70% et 60%, toujours dans la limite de 200 000 euros.

<sup>5</sup> Cette subvention est accordée sur la base du régime d'aides de l'ADEME exempté de notification n° SA.40266 relatif aux aides à la Recherche, au Développement et à l'Innovation (RDI) dans le cadre du PIA ou sur la base du règlement de minimis n°1407/2013 du 18 décembre 2013.

## G. CONFIDENTIALITE

L'ADEME s'assure que les documents transmis dans le cadre de l'Initiative sont soumis à la plus stricte confidentialité et ne sont communiqués que dans le cadre de l'expertise et de la gouvernance du PIA. L'ensemble des personnes ayant accès aux dossiers de candidatures est tenu à la plus stricte confidentialité.

Une fois le projet sélectionné, les partenaires sont tenus de mentionner le soutien apporté par le Programme d'investissements d'avenir dans leurs actions de communication et la publication de leurs résultats avec la mention unique - « ce projet a été soutenu par le Programme d'investissements d'avenir opéré par l'ADEME » - et les logos du PIA et de l'ADEME.

Toute opération de communication doit être concertée entre le porteur de projet et l'ADEME, afin de vérifier notamment le caractère diffusable des informations et la conformité des références au PIA et à l'ADEME. L'Etat se réserve le droit de communiquer sur les objectifs généraux de l'Initiative, sur ses enjeux et sur ses résultats, sur la base des informations diffusables.

Enfin, les bénéficiaires sont tenus à une obligation de transparence et de reporting vis-à-vis de l'Etat et de l'ADEME nécessaire à l'évaluation ex-post des projets ou de l'Initiative.

## H. SOUMISSION DES PROJETS

Le dossier de candidature doit comporter les éléments suivants :

- **Une description synthétique du projet comprenant** (sur 5 pages environ) :
  - Une présentation du porteur du projet, de sa capacité à porter le projet et à accéder aux marchés visés ;
  - Une description des objectifs et des solutions envisagées ;
  - Une présentation des solutions concurrentes et des besoins du marché incluant une caractérisation des clients potentiels et de leur intérêt pour le projet présenté ;
  - L'adéquation du projet avec les critères d'écoconditionnalité ;
  - Un plan de financement du projet et un plan d'affaires présentant l'activité développée suite au projet ;
  - Une description précise des dépenses HT liées au projet. Les dépenses éligibles sont notamment :
    - Les salaires de personnel interne ;
    - Les frais connexes forfaitaires<sup>6</sup> ;
    - Les coûts de sous-traitance, dans la limite de 50% des coûts totaux (dérogation possible pour les Groupements Momentanés d'Entreprises) ;
    - Les achats ;
    - Les contributions aux amortissements ;
    - Les frais de mission directement liés au projet ;
  
- **Un ensemble de documents pour le bénéficiaire :**
  - La déclaration de demande d'aide datée et signée par le représentant habilité de l'entreprise (version scannée) ;
  - La base de données des coûts du projet ;
  - La déclaration de catégorie d'entreprise au sens communautaire ;
  - La déclaration des financements publics perçus sur les 3 dernières années ;
  - Déclaration de minimis ;
  - Un relevé d'identité bancaire (BIC – IBAN) ;
  - Un extrait K-bis daté de moins de 3 mois ;
  - La dernière liasse fiscale complète ou dernier bilan et compte de résultats approuvés par l'assemblée générale ainsi que, si disponible, le rapport du commissaire aux comptes ;
  - En cas de labellisation, la lettre de labellisation par un pôle de compétitivité (optionnel).

<sup>6</sup> Les frais connexes sont les dépenses qui concourent à la réalisation du projet sans toutefois pouvoir être directement attribués à celui-ci. Le montant forfaitaire de ces dépenses est calculé de la façon suivante : 61% des dépenses de personnel + 7% du coût total de l'opération.

Une attention particulière doit être apportée à la qualité de rédaction du dossier et à sa clarté. La demande d'intervention doit comporter suffisamment de détails et de justifications pour permettre d'évaluer les aspects techniques et scientifiques ainsi que les perspectives industrielles et commerciales.

Les dossiers sont adressés **uniquement** sous forme électronique *via* la plateforme DEMATISS jusqu'à l'échéance de clôture finale, le **12 septembre 2016 à 17h** :

<https://appelsaprojets.ademe.fr/>

L'ADEME accepte les fichiers compatibles avec Microsoft Word, Microsoft Excel ou Open Office.

Les dossiers arrivés après la date de clôture de l'Initiative ainsi que les dossiers incomplets ne sont pas recevables.

L'ADEME est à la disposition des porteurs de projets pour toute question en amont de la soumission ([jpme.ecocirc@ademe.fr](mailto:jpme.ecocirc@ademe.fr)).